# Comment mener une ethnographie au Chiapas? Entre engagements et désengagements sur un terrain fortement politisé. Note de recherche

Sabrina Melenotte
EHESS, LAIOS

## Introduction

Les évènements politiques du terrain dans lequel on se meut n'épargnent pas l'anthropologue *in situ* et, bien souvent, la frontière floue entre le cadre strictement scientifique et les implications personnelles dans un contexte fortement idéologique conduit à s'engager ou, au contraire, à se désengager sur un terrain parfois absorbant. En outre, « l'entrée » sur son terrain implique pour tout chercheur de penser l'engagement comme forme sociale composée de règles qui se négocient avec ses interlocuteurs au fil du terrain. Si l'on ajoute à cela que les rapports qui se tissent octroient au terrain une forte charge émotionnelle, de la sympathie à l'aversion, la question de l'engagement dans l'expérience ethnographique semble souvent bien plus complexe que ce que l'écriture anthropologique laisse couramment transparaître dans ses rendus finaux.

Travaillant dans le municipe[1] indigène de Chenalhó, je ne pouvais faire l'économie d'une telle réflexion dans la mesure où la situation politique locale et la violence qui divisa la population dix ans auparavant m'ont très vite obligée à réfléchir à l'engagement aussi bien politique que méthodologique de l'anthropologue sur un terrain si épineux. En effet, qu'implique l'arrivée sur un terrain si engagé et engageant, telle que l'est cette région de l'État du Chiapas?

[1] Le terme de municipe correspond au *municipio* et désigne une division administrative qui regroupe plusieurs communautés (*comunidades*). La communauté, quant à elle, représente une division inférieure au municipe et supérieure à celle du hameau (*paraje*).

*Altérités*, vol. 5, n° 2, 2008 : 129-142.

# Engagement politique des acteurs et des chercheurs

## *Brève histoire d'un conflit*

Au moment de rédiger cet article, je me trouvais au centre du municipe de San Pedro Chenalhó, dans la région de *Los Altos* au Chiapas. La dénommée transition politique qui se propagea dans tous les pays d'Amérique latine à partir des années 1990 fut parfois difficile et l'État du Chiapas constitue un bon exemple d'une transition pacifique échouée. À partir du soulèvement zapatiste du 1er janvier 1994, l'attention médiatique nationale et internationale se focalisa sur cet État très pauvre et à majorité indienne, notamment quand l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) déclara autonomes une trentaine de territoires à la fin de cette même année.

Dans le municipe de Chenalhó, ce n'est qu'en avril 1996 que se constitua le municipe autonome zapatiste San Pedro Polhó. Élues à la majorité en assemblée quelques mois plus tôt et soutenues par l'EZLN, les autorités zapatistes locales constituèrent un pouvoir municipal en parallèle le municipe « officiel » constitutionnel de San Pedro Chenalhó. Ils dupliquèrent l'institution politico-religieuse locale, procédèrent à l'expropriation de terres et de ressources naturelles privées ou nationales sur le principe d'une révolution agraire jamais complètement accomplie jusque-là et n'acceptèrent plus aucune présence du gouvernement ou de partis politiques au sein de leurs territoires autonomes.

À partir de 1995, le gouvernement militarisa les zones dites de conflit de l'État du Chiapas. Ainsi dans ces zones, la vie quotidienne rappelant une sorte d'état de siège – avec la présence de bases militaires, de points de contrôle ou de passages d'effectifs sur des routes fraîchement construites à cet effet – et la formation de groupes armés paramilitaires, aussi appelés groupes d'« autodéfense », sont autant d'éléments qui ont contribué à l'escalade des violences. Le paroxysme fut atteint le 22 décembre 1997 à Chenalhó lorsque quarante-cinq indigènes – en majorité des femmes et des enfants du groupe pacifique religieux proche du diocèse de San Cristóbal de las Casas connu sous le nom de la Société Civile des Abeilles (*Abejas*) – furent assassinés dans la communauté d'Actéal (municipe de Chenalhó) alors qu'ils jeûnaient et priaient pour la paix au Chiapas. En outre, des milliers de déplacés, zapatistes et non-zapatistes, fuirent leurs communautés par peur d'attaques imminentes des paramilitaires. La majorité se regroupa selon leur affiliation politique, principalement à Actéal, à Polhó et en banlieue de San Cristobal, reconfigurant brutalement les divisions territoriales et politiques de la zone.

## *Médiatisation et polarisation du conflit*

Au moment du conflit, deux positions majeures émergèrent immédiatement. Tout d'abord, la *Procuraduria General de la Republica* (PGR) procéda à une enquête qui se solda par le *Libro blanco sobre Acteal, Chiapas*, paru en novembre 1998. Ce rapport nia toute implication de la Sécurité Publique et se limita à analyser le conflit à un niveau intercommunautaire, expliquant le phénomène paramilitaire comme la création spontanée de « groupes d'autodéfense » organisés face aux belliqueux et violents zapatistes (PGR 1998:95). Au contraire, le Centre des Droits de l'Homme Fray Bartolomé de

las Casas tint pour responsables le gouvernement et ses fonctionnaires, tantôt pour omission, tantôt pour implication directe d'ex-militaires ou de policiers dans la formation et l'action des groupes paramilitaires (1997, 2007). Selon cette logique, le massacre d'Actéal a été orchestré depuis les hautes sphères gouvernementales et fait partie d'un plan de contre-insurrection visant à démanteler les territoires autonomes zapatistes. Chacune des positions a fait ses adeptes et a été largement relayée par les médias locaux, nationaux et internationaux. Néanmoins, le discours dominant au Mexique fut celui des ONG et des Centres de Droits de l'Homme nationaux et internationaux[2], appuyé par celui des intellectuels pro-zapatistes et pro-indianistes, qui dénonçaient les violences d'État et l'impunité qui s'ensuivit. La sympathie presque naturelle pour un mouvement indien d'émancipation et l'excès de médiatisation du massacre d'Actéal dans le monde entier[3], ont contribué à faire de cet événement une page sombre de l'histoire mexicaine contemporaine. Ils ont également favorisé la représentation des Indiens organisés comme des martyrs d'un État persécuteur. La récente commémoration des dix ans du massacre, le 22 décembre 2007, fit resurgir la vive polémique qui entoura ce massacre lorsque quelques journalistes, avocats et intellectuels ont « révisé » l'affaire Actéal[4] en donnant plus de poids à la version des condamnés et aux incohérences des procès conclus ou en cours. Au même moment, les victimes et les survivants de l'organisation des Abeilles commémoraient le massacre sur les lieux, commémoration relayée par d'autres journalistes et chercheurs qui se sont indignés de la nouvelle version[5].

Au-delà du débat juridique, le « cas Actéal » est un parfait exemple de cette prise en charge des médias d'un conflit bien complexe dont les facteurs du massacre *sui generis* sont devenus des éléments secondaires au profit de cette bataille médiatique. C'est aussi un parfait exemple de la manière dont les intellectuels peuvent manœuvrer des arguments fortement connotés idéologiquement. Il est néanmoins surprenant de noter que l'idéologie qui domine provient des discours extérieurs aux habitants de Chenalhó et du Chiapas, c'est-à-dire des discours provenant essentiellement des ONG et des

[2] Au niveau local, pour ne citer que les plus visibles, les associations civiles et centres de droits de l'Homme tels que le Centre de droits de l'Homme Fray Bartolomé de las Casas (1997, 2007), le Sipaz (2008), Enlace Civil, le Ciepac et, plus récemment, le Capise, ont largement médiatisé et analysé le conflit; au niveau international, il fut dénoncé par les ONG internationales de droits de l'homme comme Amnesty International, Human Rights Watch, la Commission civile internationale d'observation des droits humains (CCIODH), la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH), et diffusé sur la Toile dans les divers réseaux des collectifs de solidarité européens ; au niveau national, le Serapaz, le Centre des droits de l'Homme Miguel Agustin Pro Juarez ont aussi suivi de près les événements.

[3] Concernant la diffusion qui fut faite du massacre, on trouve de nombreux sites Internet allant de mouvements de gauche à des mouvements religieux pour la paix, des ONG et des médias alternatifs, des chercheurs et des activistes, en espagnol, en anglais et en français surtout.

[4] La « nouvelle » version se base sur une relecture du Livre blanc d'Actéal de la PGR, sur le travail de chercheurs du *Centro de Investigación y Dociencias Económicas* (CIDE) et celui d'avocats du Parti d'Action Nationale (PAN) qui ont tenté, non sans une provocation affichée, de remettre en doute la version dominante en diffusant dans la presse et à la télévision des éléments qui viennent remettre en question certains des éléments « acquis » des procès jugés jusqu'ici. Je renvoie ici à la trilogie d'articles publié dans la revue Nexos par l'écrivain Hector Aguilar Camin (2007a, 2007b, 2007c), au livre à paraître *Acteal, la otra injusticia* de Alejandro Posadas de la *División de Estudios Jurídicos* du CIDE, et à l'émission *Espiral* sur la Chaîne nationale *Once* du 19 décembre 2007 où furent invités les mêmes chercheurs, journalistes et avocats.

[5] Ce fut le cas notamment d'une série d'articles du journaliste Hermann Bellinghausen parus dans le quotidien *La Jornada*, de la couverture de l'évènement par plusieurs journalistes indépendants en plusieurs langues et de la réédition de l'ouvrage *La otra palabra* coordonné par l'anthropologue Rosalva Aída Hernández Castillo (2007).

intellectuels de la capitale du Mexique, que ces derniers soient des détracteurs ou des défenseurs des Indiens. C'est un peu comme si l'on cherchait à brouiller les cartes et à nous aveugler par une surmédiatisation et une surpolitisation du conflit, deux symptômes de l'excès propres à la surmodernité (Augé 1992). Si les enjeux du massacre sont bel et bien politiques et les responsables à chercher du côté du gouvernement, mener une ethnographie dans des lieux si marqués par la violence nous oblige à aller au-delà des versions médiatisées.

## *Se désengager sur un terrain engageant*

Si mon sujet ne porte pas directement sur le massacre et la répression au Chiapas, ce contexte de violence est néanmoins la toile de fond de mon travail et le détermine dans une large mesure. La parole du chercheur ou de l'apprenti-chercheur dans un tel contexte court le risque de censure ou d'autocensure. Je suis allée au Chiapas pour la première fois dans le cadre de la solidarité internationale avec les zapatistes en 2002-2003 – j'y reviendrai plus loin. Par la suite, il m'a été nécessaire de faire un effort de « désengagement » plus encore que d'objectivation pour me distancier d'un terrain polarisé qui me happait. Le désengagement consista en un travail de distanciation et de « dépolitisation » afin de transformer ma perspective et de m'éloigner des deux pôles politiques et idéologiques dominants pour réaliser ma thèse; effort sans lequel je n'aurais pu saisir la complexité des rapports politiques locaux. L'apprenti-chercheur qui travaille sur une zone si politisée doit veiller à ne pas taire volontairement des faits ou se fermer à des pans entiers de la population. Le « politiquement correct » ici serait de verser dans une sympathie parfois un peu caricaturale envers les zapatistes et risquer alors d'avoir un point de vue partiel et partial sur les non-zapatistes. À l'inverse, la critique du zapatisme pourrait être académiquement intéressante si elle ne devenait pas le fait de manipulations idéologiques en vue de détraquer les mouvements d'émancipation au Chiapas.

C'est précisément parce que les événements sont confus et encore loin d'être éclaircis dans le cas d'Actéal que je me suis proposée de prendre position et de m'engager, mais d'un point de vue différent des deux idéologies qui s'opposent. S'engager académiquement peut être un choix personnel qui implique de prendre position entre les pôles pour et contre, avec plus ou moins de nuances. Ou alors, et c'est là une autre forme d'engagement qu'il me semble plus intéressante à développer, on peut opérer un « décentrement » (Abélès 2008:17) et déplacer le projecteur. L'anthropologie s'attache à mettre en évidence les interactions entre les sujets à partir de l'expérience sur le terrain en s'intéressant au point de vue des acteurs locaux, c'est-à-dire dans une perspective qui se fait toujours « depuis le bas ». Le déplacement du regard de l'anthropologue ne consiste alors pas tant à dénoncer une logique de domination – ici l'État répresseur – ni à faire, par exemple, des martyrs des gens d'Actéal ou des héros des zapatistes. Il s'agit plutôt de déplacer le regard pour « restituer dans sa matérialité, dans sa quotidienneté – et dans sa crudité – le pouvoir » (Abélès 2008:19). Si faire une thèse signifie entrer dans un courant de pensée tout en prenant en compte les débats politiques et idéologiques sous-jacents au terrain, déplacer le projecteur sur la vie politique locale à Chenalhó, à Actéal et à Polhó a deux incidences. Cela permet, d'une part, d'éviter l'aveuglement médiatique autour de la répression et la violence et, d'autre part, de circuler entre les positions souvent opposées des acteurs sans se faire enfermer dans l'une ou l'autre

pensée.

## Quelques expériences d'engagement sur le terrain

### *L'entrée sur le terrain : la première forme d'engagement*

Sur le plan méthodologique, ce contexte complexe de violence a indubitablement des incidences pratiques. Plusieurs aspects restent délicats à aborder avec mes interlocuteurs même dans une période postérieure au conflit, car si les frontières entre les groupes à Chenalhó sont aujourd'hui moins aiguisées, elles n'en restent pas moins très fragiles. Il est difficile dans le cadre d'un terrain où la parole n'est pas déliée, de mener une ethnographie « classique ». Il faut donc faire preuve à la fois de discrétion et d'ingéniosité, demander prudemment, se tromper aussi, reculer et faire preuve de grande patience pour ensuite mieux avancer. Le biais par lequel l'anthropologue s'engage sur le terrain est déterminant, car c'est à ce moment-là que se dessine son statut pour les relations à venir. Dans le cas du Chiapas, les entrées en territoire indien sont multiples, mais se font généralement par deux chemins principaux : soit par les organisations indigènes indépendantes, néozapatistes ou autres, et par les ONG locales, c'est-à-dire le milieu de la société civile, soit au contraire par les institutions gouvernementales et les programmes sociaux et culturels qu'elles proposent. Deux chemins qui semblent antinomiques, et pourtant…

Je me suis rendue au Chiapas pour la première fois fin 2002 et me suis vite intégrée à un projet éducatif dans le municipe autonome zapatiste de San Pedro Polhó. Je choisis donc de m'engager sur le terrain du côté des communautés zapatistes et entrai en contact avec elles, d'abord par le biais des « campements pour la paix »[6], puis en travaillant avec des membres d'une association civile mexicaine, *Ta Spol Be*, pour travailler avec les promoteurs d'éducation autonomes – qui se distinguent des « maîtres d'écoles bilingues » des écoles « officielles ». Plus qu'une observation participante, il s'agissait d'une participation active, où les dimensions politique et idéologique de l'engagement allaient en faveur de l'autonomie zapatiste. Vivant de manière presque « embrigadée »[7] dans le municipe pendant six mois, j'ai écouté un discours zapatiste bien rôdé, non pas celui du leader de l'EZLN, le Sous-commandant Marcos, mais celui des paysans indiens dans les communautés autonomes zapatistes, « bases d'appui » de l'organisation politico-militaire. Je côtoyais une certaine classe de zapatistes en travaillant avec les promoteurs d'éducation qui, en plus d'être alphabètes et plus ou moins bilingues, étaient chargés d'une éducation zapatiste critique à l'égard du gouvernement. Pour les rebelles, les habitants de Chenalhó non-zapatistes sont des traîtres, car ils se laissent corrompre et acheter par le *mal gobierno*,

[6] Il s'agissait d'observer la situation militaire dans les villages indiens et d'établir des rapports pour les ONG locales Enlace Civil et le Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de las Casas. Beaucoup de jeunes Européens se rendent au Chiapas dans ce cadre de la solidarité internationale avec les zapatistes et les organisations indépendantes du gouvernement.

[7] La grille d'entrée à Polhó et les milices zapatistes qui la surveillent marquent la séparation du territoire zapatiste autonome et semi-clandestin avec l'extérieur. On se sent dans un espace sacré, on nous protège de l'extérieur, des militaires, des paramilitaires, des coupes-têtes (*corta-cabezas*), en même temps qu'on nous « enferme », spatialement et mentalement, dans la logique et sous l'autorité zapatiste bien particulière de Polhó, où les règles et interdits sont nombreux.

tandis qu'eux – ils me le disaient non sans orgueil – ne se vendent pas en échange d'argent ou « contre des miettes ». Dans les discours zapatistes ressortait toujours cette vision négative du gouvernement et de l'argent corrupteur qu'ils opposaient à leur lutte digne et juste. En réalité, ce discours poli respirait le « bien appris » et était le fait de leaders locaux formés par les cadres de l'EZLN, mais restait à un niveau discursif et n'informait en rien sur la pratique politique locale des autorités zapatistes.

C'est lors de mon deuxième « terrain » en 2005, lorsque je voulus retourner à Polhó dans un cadre davantage scientifique – c'est-à-dire avec une méthode plus « classique » d'interlocution faite de questions précises et d'entretiens à réaliser avec les autorités autonomes –, que je me suis heurtée à un refus de leur part. Je compris alors que j'avais eu plus de privilèges et d'accès à leur forme d'organisation lors de la première expérience de terrain, en raison de mon engagement dans le même processus autonomiste que mes interlocuteurs zapatistes, toute engagée que j'étais dans des actions qui contribuaient d'une certaine manière à la construction de leur autonomie. Sur le plan méthodologique, ce fut le moment où je n'ai pourtant réalisé aucun entretien, trop active et occupée à faire avec mes interlocuteurs. Si l'on veut mener une ethnographie en territoire zapatiste, il est nécessaire de s'engager avec les interlocuteurs rebelles, sans quoi, le terrain ne nous est pas accessible. Je me suis ainsi retrouvée dans cette situation caractérisée par ce que Michel Agier (1997) nomme une « obligation d'engagement ».

## *S'engager en territoire zapatiste*

Pourtant, même l'accès aux territoires zapatistes ne garantit pas l'accès aux personnes. Mon travail « scientifique » a subi fortement les contingences de la vie politique locale et malgré toute ma bonne volonté, j'étais dépendante des priorités sociales, politiques et économiques de mes interlocuteurs, lesquelles pouvaient devenir dans certaines situations des entraves à la recherche.

Lors de mon deuxième terrain en 2005, je n'ai pas pu avancer sur la partie zapatiste de mon terrain. Le protocole zapatiste l'exigeant, j'ai demandé aux autorités zapatistes de San Pedro Polhó l'autorisation de parler aux anciennes autorités impliquées dans la formation du municipe autonome en 1996. Je me suis aussitôt vue refuser tout contact avec quiconque ayant pu avoir une charge dans le passé. Qu'à cela ne tienne! Puisqu'il s'agissait de coopérer pour avoir accès à l'univers zapatiste, j'ai préparé à l'écrit un projet historique à réaliser collectivement avec les zapatistes du municipe, sur les violences et les déplacements vécus dix ans plus tôt. L'idée était de transmettre par la suite ces témoignages aux autorités et à l'école autonome sous forme de livret. J'ai attendu une réponse pendant trois semaines à Polhó pour qu'un représentant me rende un jour le projet qui était toujours dans son « bureau » en m'annonçant vaguement qu'il n'allait pas être possible de le réaliser. Il est certain que les autorités municipales autonomes zapatistes n'avaient même pas eu mon projet entre les mains et que le projet n'avait pas été refusé en raison de sa mauvaise qualité. Que s'était-il passé?

Je me confrontais là à une autre réalité qui était celle d'un municipe en résistance, dont la majorité des habitants était déplacée, donc sans terre, et qui tentait de répondre aux besoins urgents de survie alimentaire. La temporalité de l'urgence qui prévalait dans ce municipe de déplacés a créé un

décalage certain entre mes priorités de chercheuse et leur priorité de survivance (Abélès 2006), soit la recherche de moyens matériels nécessaires à la poursuite de leur autonomie. Les autorités locales zapatistes étaient absentes durant toute la période où je suis restée dans l'attente, occupées à régler des affaires plus urgentes que celles qui m'animaient. D'abord fort frustrée, car on me faisait attendre sans explication, j'ai appris par la suite lors de conversations informelles que de grands changements avaient eu lieu à l'intérieur du municipe – la Croix Rouge nationale était sortie de la communauté et le Conseil autonome avait été destitué pour avoir volé des fonds du municipe. Ces changements ont transformé profondément le quotidien des habitants qui se sont retrouvés sans leur principale aide alimentaire[8] et sans autorité municipale autonome pour gouverner – ce qui n'est pas une mince affaire! Pourtant, aux étrangers qui se trouvaient sur place par solidarité on ne laissait rien transparaître et beaucoup de jeunes Européens venus passer une semaine ou quinze jours dans le municipe autonome croyaient qu'il ne se passait vraiment « rien » dans cet endroit – au point même de verser dans l'ennui de ne « rien » faire –, tant les réelles préoccupations des autorités indigènes zapatistes leur étaient finalement restées hermétiques. De même en 2006, pour mon troisième terrain, je suis restée cinq mois au Mexique et j'ai voulu me rendre dans le municipe autonome de Polhó. Je n'ai même pas pu franchir la grille d'entrée, dans la mesure où les zapatistes s'étaient déclarés en « alerte rouge » et avaient fermé leurs portes à l'ensemble de la société civile, et ce, en soutien à un autre mouvement social du village d'Atenco qui avait été réprimé en mai 2006, soit deux mois avant les élections présidentielles. L'affirmation de l'anthropologue Garza Caligaris prend ici tout son sens : « Le travail académique doit actuellement s'accommoder aux possibilités, conditions et limitations d'endroits très politisés » (2002:22).

Se pose enfin une autre difficulté, d'ordre éthique, puisque les instructions de l'EZLN et du Sous-commandant Marcos vont à l'encontre de l'impératif scientifique. Parmi la production foisonnante du porte-parole masqué, quelques-uns de ses textes ont refusé radicalement la réalisation de tout travail académique au sein des territoires autonomes; les projets universitaires n'ayant, selon eux, qu'une finalité personnelle et non collective, donc qui ne profite pas à la communauté, mais au seul chercheur avide d'informations. Il est ainsi important d'être conscient des implications éthiques et politiques que tout travail sur le terrain engage à faire. Ghasarian (2002) a déjà souligné la place accordée par certains chercheurs à l'éthique en sciences sociales. La tromperie a déjà fait l'objet de controverse, notamment parce que le chercheur laisse bien souvent dans l'ignorance les sujets observés. De rares chercheurs ne dévoilent même pas leurs buts et considèrent le mensonge, hors de toute considération morale ou méthodologique, comme le seul moyen permettant d'accéder à l'information. Au contraire, Ghasarian (2002) évoque la protection des sujets par le « consentement informé » et la « confidentialité », ce qui pose alors la question du rendu écrit. Dire et décrire « au-delà » de ce que veulent bien souvent nous accorder nos interlocuteurs, c'est-à-dire les observations personnelles, les confidences, les discussions informelles, dans le but de

[8] Les relations avec la Croix Rouge nationale et les zapatistes de Polhó furent difficiles, notamment parce que l'organisme se disait « apolitique » et ne respectait pas les instructions des autorités autonomes, même au sein de leur territoire. Sa sortie du municipe autonome était prévue depuis longtemps et, en compensation, l'organisme construisit un magasin communautaire (*tienda comunitaria*) de matériels de construction et d'alimentation avant de partir – le seul petit commerce dont l'argent est administré par le municipe et non pas par un petit commerçant privé.

rendre intelligibles des relations sociales et politiques relève-t-il du mensonge ou de la trahison? Il s'agit ici d'un choix personnel, d'une décision éthique, mais qui mérite d'être interrogée dans ces situations où la sincérité n'est pas toujours possible, comme sur un terrain où la tension politique est telle que l'on ne peut pas afficher ses opinions personnelles. Ceci a par exemple été le cas lorsque j'ai décidé de développer un regard critique sur le caciquisme et que je me suis aventurée parmi les leaders locaux du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), au pouvoir au Mexique pendant 70 ans, en prétextant un travail historique sur les élus locaux.

## *S'engager parmi les caciques locaux*

En raison de tous les obstacles rencontrés en territoire zapatiste, ma perspective a dû se modifier. Si j'ai d'abord été engagée sur le terrain du côté des zapatistes, j'ai ouvert par la suite mon champ aux autres acteurs de la zone. Pour ce faire, j'ai mis à l'œuvre le savoir-faire de l'anthropologue politique qui consiste à alterner entre tous ces acteurs, parfois amis, souvent ennemis.

À la suite de mes premiers terrains difficiles, j'ai donc décidé d'entrer en contact avec ceux qui étaient les « ennemis » médiatiques des zapatistes. Ceci impliqua de m'entretenir avec des autorités indiennes, en mandat ou passées (*pasados*), au centre de Chenalhó – qui sont généralement du PRI, des députés fédéraux, des fonctionnaires du gouvernement fédéral ou de l'État du Chiapas – ainsi qu'avec des représentants et des paysans des communautés. Les tâtonnements du terrain ponctués d'une réflexivité en filigrane pendant la recherche sont nécessaires pour enrichir la compréhension d'un terrain complexe. J'ai mis longtemps à identifier les leaders de la zone et, je dois bien l'avouer, même à oser les voir. Les principaux hommes politiques de Chenalhó tirent les ficelles du municipe « de loin », sans nécessairement avoir de mandat en cours ni résider à Chenalhó. Certains d'entre eux sont même impliqués, de plus ou moins près, dans le conflit et le massacre d'Actéal et sont pourtant en liberté. Le caciquisme se caractérise par sa capacité à se reproduire au fil du temps et, dans ce cas, à passer à travers les mailles du filet de la légalité. Pour en comprendre la mesure et le fonctionnement, je me suis quelques fois trouvée face à des leaders municipaux du PRI, mais aussi devant des fonctionnaires du gouvernement en poste en 1997 et qui ont participé – au moins par leur passivité, au plus par la formation de groupes paramilitaires anti-zapatistes – à l'orchestration du massacre sans jamais avoir été condamnés.

En outre, d'autres situations exigent de faire preuve de souplesse et d'astuces diverses. L'accès aux personnes est plus facile à Chenalhó et à Actéal que dans les communautés zapatistes de Polhó. L'on est néanmoins constamment confronté à des obstacles divers, à commencer par le fait d'être une femme dans un monde d'hommes. Outre les plaisanteries et les considérations personnelles, il m'a été parfois difficile de parler de sujets politiques, non pas tant en raison du climat tendu ou des tabous dus au massacre que parce que les femmes de Chenalhó ne participent pas activement à la vie politique locale. La politique y est une affaire d'hommes. Mes interlocuteurs ont eu du mal à comprendre dans un premier temps que je m'y intéresse en tant que femme. Néanmoins, et c'est l'envers positif de la médaille, cette position m'a également été bénéfique dans la mesure où la méfiance des hommes politiques locaux fut moindre. Être une femme parmi

les hommes m'a donc autant porté préjudice que cela a pu m'être bénéfique.

Un autre obstacle important, qu'il est toujours dur de franchir, reste la barrière de la langue. Tous les habitants de Chenalhó parlent le tzotzil (*bats'i k'op*) et beaucoup sont bilingues, notamment au centre de Chenalhó (la *cabecera*). En revanche, dans les communautés, seuls les hommes qui ont développé des fonctions politiques ou commerciales parlent l'espagnol couramment. Il m'est encore difficile de m'entretenir réellement avec les personnes monolingues, notamment les femmes et les personnes âgées. C'est ici une difficulté dans mes rapports sociaux que je compte surpasser avec le temps, mais qui limite à l'heure actuelle mes entretiens avec des personnes bilingues, souvent des élites locales, des maîtres d'école, des hommes politiques ou des commerçants.

## *Le pacte avec ses interlocuteurs : expectatives respectives et restitutions*

Le plus dur à affronter à Chenalhó a certainement résidé dans le fait que, peu importe où je me déplaçais, j'étais sous les yeux de tous. Comme le signalait Carlos Montemayor, « les montagnes et les forêts ont plus d'yeux que les villes » (2001:36), ce qui produit un effet que je qualifierais de « panoptique » lorsqu'on se trouve en territoire indigène. Comment faire alors pour passer d'un groupe à l'autre sous tous ces yeux intrigués? Chenalhó est un lieu que mes interlocuteurs disent « ouvert » et tolérant, mais l'on y est aussi très susceptible. Voulant comprendre la formation des organisations sociales et religieuses ou des partis politiques, il m'a fallu faire avec une multiplicité d'acteurs dans un espace restreint. Le savoir-faire de l'anthropologue réside alors dans sa capacité à passer d'un groupe à l'autre, sans toutefois passer pour un « traître », voire un « espion », sur un terrain si sensible.

Les expectatives des interlocuteurs sur le terrain sont liées au « pacte » que l'on établit au préalable avec eux – tacite, implicite ou explicite –, notamment sur les conditions du travail à mener et à restituer ensuite. Croire que l'échange humain, qui fonde l'expérience ethnographique, est totalement désintéressé serait illusoire dans la mesure où, pour le dire un peu crûment, nos interlocuteurs ont des attentes sur notre présence (prestige, aide financière, etc.) et l'(apprenti-)anthropologue cherche également à obtenir de cet échange des « informations » (récits de vie, confidences, etc.). Avec les autorités et les leaders d'organisations et de partis à Chenalhó, j'ai opté pour un échange de bons procédés : en échange de leurs récits, je leur fournis une histoire synthétique de Chenalhó – que je me suis donc engagée à faire en espagnol! – ou je leur restitue au moins leurs entretiens bruts.

Par ailleurs, à l'heure actuelle, il m'est encore plus difficile d'entrer en territoire zapatiste et de légitimer mes interrogations sur l'histoire et la politique. Alors plutôt que d'aborder frontalement les questions qui m'intéressent, j'apprends beaucoup de la dynamique de l'organisation zapatiste en prenant des détours : en allant dans des petites communautés plutôt que dans le centre de Polhó où se trouvent les autorités autonomes; en parlant à d'ex-zapatistes ayant appartenu au municipe ou encore à des zapatistes originaires de Polhó, mais qui en sont sortis pour divers motifs. Je tente également d'analyser tous les interdits et les limites que l'on m'a imposés en territoire zapatiste pour comprendre leur forme d'organisation locale. Ces moyens détournés s'avèrent fructueux pour comprendre les mécanismes d'un mouvement semi-

clandestin. C'est néanmoins la partie de ma thèse qui sera certainement la plus incomplète, où ma connaissance s'est construite en puzzle, par fragments reliés avec patience au fil des années, mais où il m'est impossible d'accéder à toute l'information que requerraient le travail et la rigueur académiques.

## *L'engagement académique*

Enfin, certaines exigences davantage théoriques que je m'engage à respecter motivent mon travail. J'écris contre tous ces lieux communs d'une anthropologie culturaliste « essentialisante » qui font tantôt des Indiens des victimes passives d'une oppression chronique dans l'histoire, tantôt, à l'inverse, des êtres intrinsèquement violents qui règlent leurs conflits en coupant des têtes à coups de machette ou dont les pratiques politiques et juridiques sont antidémocratiques et autoritaires.

Le travail de réflexivité et de réflexion sur l'engagement à son terrain ne doit pas aller non plus vers une « surréfléxivité » narcissique ou une réflexion qui consisterait à sur-politiser sa position et à faire sienne la cause de ses interlocuteurs – l'ethnographe pouvant facilement « laisser libre cours au chercheur passionné et positionné idéologiquement. Certains chercheurs orientés vers l'application, ne voulant pas tomber dans une spéculation conceptuelle gratuite, vont d'ailleurs jusqu'à prôner l'engagement total sur leur terrain, notamment à travers l'initiation, pour saisir les significations internes » (Ghasarian 2002:19).

D'autre part, être critique envers une vision trop idéale des Indiens zapatistes ne signifie pas pour autant mépriser le mouvement et s'acharner à en trouver les failles. Ainsi, tout comme il me paraît erroné de taire des contradictions au sein de l'organisation zapatiste ou de censurer tout regard critique qui pourrait abîmer son image lissée, il me paraît tout aussi dangereux de n'avoir comme objectif scientifique que de détraquer le mouvement.

Il est important de ne pas faire l'économie d'un questionnement préalable sur sa position en tant que chercheur si l'on est sur un terrain sensible ni s'épargner une réflexion sur le savoir qui est produit sur des mouvements sociaux d'émancipation médiatisés tels que ceux des zapatistes ou des Abeilles. Dans l'idéal, la position qui me paraît la plus juste est finalement inconfortable. Elle réside dans une tension permanente entre ces deux pôles idéologiques, mais aussi entre le dedans et le dehors, dans cet effort entre l'immersion au plus près des acteurs une fois sur le terrain puis la prise de recul nécessaire au moment de l'écriture pour mettre à distance les sujets et son expérience personnelle, avant de les mettre en regard de manière dynamique et non figée dans des stéréotypes.

Ainsi, je veux éviter l'effet loupe qui a eu tendance à grossir et à idéaliser le mouvement zapatiste, tout comme je veux éviter la tendance à vouloir le détraquer. Je propose plutôt de réinsérer l'organisation zapatiste dans les contextes locaux dans lesquels elle s'est déployée; ce qui signifie que je la considère comme une expression d'opposition au même niveau que d'autres à Chenalhó – avec ses leaders, ses adhérents, ses objectifs, ses stratégies de présentation de soi et ses problèmes internes –, à l'instar des autres organisations politiques et religieuses gouvernementales. Ceci « déplace » le regard du discours dominant et engagé des milieux activistes : loin d'être un

mouvement lissé, poli et *ex nihilo*, l'organisation zapatiste s'intègre au contexte dans lequel il se déploie. Ce décentrement du regard permet d'éviter les considérations morales et les oppositions manichéennes qui accentuent les frontières entre les groupes alors que bien souvent ils sont intimement liés et que leurs relations sont enchevêtrées, tantôt par des liens familiaux, tantôt par des alliances politiques ou encore pour des raisons commerciales.

## Conclusion

L'anthropologue n'a pas comme fonction d'être l'arbitre ou le médiateur d'un conflit. Il gagne plutôt à interroger les interactions sociales, celles des acteurs étudiés et la sienne avec ceux-ci par un travail réflexif, notamment dans une région comme l'est le Chiapas, si convoitée par les anthropologues, les historiens et les politologues. Les choix personnels initiaux sont indéniablement des formes d'engagement qui se font au préalable de l'enquête. Puis, tout au long de la recherche, l'anthropologue doit être conscient de la part subjective qui oriente son terrain, de ses affinités affectives, personnelles, politiques et civiques. L'ethnographe, confirmé ou apprenti, peut se faire happer par son terrain le temps de l'enquête, mais doit veiller à ne pas s'identifier totalement aux groupes étudiés. *A priori*, la distance ethnique et raciale entre le chercheur et les groupes indiens devrait aider à garder une distance politique et méthodologique. Pourtant, au Chiapas, et d'autant plus après l'affaire d'Actéal, la sympathie qu'a suscitée le mouvement zapatiste et l'identification de beaucoup de jeunes Européens solidaires à la lutte menée par les Indiens organisés ont rétréci cette distance au point d'occulter beaucoup de rapports de pouvoir locaux qui viendraient modérer l'enthousiasme activiste et militant de beaucoup d'intellectuels. Il est à peu près sûr que les positions radicales de certains chercheurs vont encore se modifier à l'avenir, la distance dans le temps permettant la diminution des passions. En outre, prendre parti pour l'une ou l'autre position pourrait nous réintroduire dans des schémas de pensée surannés, comme les vieilles oppositions entre objectivité et engagement ou constructivisme et essentialisme. Ce sont précisément ces reconfigurations théoriques qu'il me semble nécessaire de faire éclater dans la mesure où l'engagement n'est plus tant un choix politique qu'un impératif pour l'accès au terrain, ce qui modifie alors le rôle du chercheur qui devient un acteur politique à part entière.

## Références

Abélès, Marc
2006 Politique de la survie. Paris: Flammarion.

2008 Anthropologie, anticipation, utopie. *In* Walter Benjamin. La tradition des vaincus. Collectif. Pp. 13-25. Paris: L'Herne.

Agier, Michel
1997 Anthropologues en danger. Paris: Édition Jean-Michel Place.

Aguilar Camin, Hector
2007a Regreso a Acteal I. La fractura. Nexos 358: 56-70.

2007b Regreso a Acteal II. El camino de los muertos. Nexos 359:62-76.

2007c Regreso a Acteal III. El día señalado. Nexos 360:46-69.

Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas
1997 Camino a la masacre. Informe especial sobre Chenalhó. Rapport. México: Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas.

2007 Acteal ante la justicia. Breve reporte jurídico a 10 años de la masacre de Acteal. Rapport. México: Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas.

Augé, Marc
1992 Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité. Paris: Le Seuil.

Cuarto Poder
2008 Polhó acepta apoyo de Sedesol federal. Document électronique, http://noticias.cuarto-poder.com.mx/4p_apps/periodico/pag.php?MTAyNA%3D%3D, consulté le 7 février 2008.

Garza Caligaris, Anna María
2002 Género, interlegalidad y conflicto en San Pedro Chenalhó. México: UNAM-IEI-PROIMMSE.

Ghasarian, Christian
2002 Sur les chemins de l'ethnographie réflexive. *In* De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux. Christian Ghasarian, dir. Pp. 9-23. Paris: VUEF/Armand Colin.

Hernández Castillo Rosalía Aída, coord.
2007[1998] La otra palabra. Mujeres y violencia en Chiapas, antes y después de Acteal. México: CIESAS-IWGIA.

Montemayor, Carlos
2001[1998] La Rébellion indigène du Mexique. Violence, autonomie et humanisme. Paris: Syllepses.

Procuraduria General de la Republica
1998 Libro blanco sobre Acteal, novembre. México: Livre blanc.

Recondo, David
1997 La politica del gatopardo. Multiculturalismo y democracia en Oaxaca. México: CIESAS/CEMCA.

Servicio Internacional ara la Paz (SIPAZ)
2008 Dossier « Impunité et responsabilité des autorités publiques dans le cas « Actéal ». Bulletin du SIPAZ XIII(1). Document électronique, http://www.sipaz.org/fini_fra.htm, consulté le 2 mars 2008.

## Résumé/Abstract

Mon ethnographie porte sur un municipe de l'État du Chiapas, San Pedro Chenalhó (Mexique), qui connut une transition politique accélérée et violente dix ans avant cette étude. La récente commémoration du dixième anniversaire du massacre d'Actéal et sa surmédiatisation ont fait ressurgir des débats théoriques et juridiques, amenant intellectuels et journalistes à s'engager et à se positionner entre deux pôles extrêmes. Ces positionnements politiques et idéologiques transparaissent dans les travaux académiques. Je montre qu'il est alors difficile d'arriver sur un terrain si balisé sans mener un travail de réflexivité sur la manière de s'engager, tant par rapport aux idéologies dominantes que sur des questions directement méthodologiques.

Mots clés : Conflit, Chiapas, zapatistes, désengagement, méthodologie

My ethnography focuses on a municipality in the State of Chiapas, San Pedro Chenalhó, which underwent an accelerated and violent political transition ten years ago. The commemoration of the tenth anniversary of the Acteal Massacre and its intense media coverage led to the resurfacing of theoretical and juridical debates, with intellectuals and journalists committing themselves and taking a stand between two opposing viewpoints. These political and ideological stances become obvious in their academic works. I aim to show how difficult it is to venture into such a framed field without undertaking the work of reflexivity on the way to involve oneself, both in terms of dominant ideologies as well as straightforward methodological questions.

Keywords: Conflict, Chiapas, Zapatistes, Withdrawal, Methodology

*Sabrina Melenotte*
*Doctorante*
*École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris*
*Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales*
*IIAC-CNRS*
*sabrinamelenotte@yahoo.fr*